



NEGOCIATIONS ANNUELLES OBLIGATOIRES 2020

D'EMBLEE, LA DIRECTION GENERALE BALAIE D'UN REVERS DE MAIN TOUTE AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES !

Pour la CGT, l'objet de ces négociations est d'abord de revaloriser la valeur du point et la partie fixe qui forment la base de calcul des salaires des agents de droit privé. C'est sur cette base que sont calculées la prime d'ancienneté et les augmentations individuelles en %, mais également la prime de vacances et le 13ème mois. C'est donc bien l'évolution de ces deux éléments qui détermine le niveau de pouvoir d'achat annuel de chacun d'entre nous.

De fait lorsque l'augmentation générale est inférieure à l'inflation, c'est l'ensemble des salariés de Pôle emploi qui perdent du pouvoir d'achat.

Il est de plus évident que lorsque les composantes de base du salaire sont insuffisantes, la réalité des augmentations individuelles s'en trouve de fait minorée, et la reconnaissance individuelle amoindrie.

Alors que **depuis 2010, la perte de pouvoir d'achat est supérieure à 9 %**, la DG balaye d'un revers de main les légitimes revendications des organisations syndicales qui réclamaient une juste rémunération du travail des agents de Pôle emploi, reconnu et salué par tous, via une augmentation générale des salaires.

Force est de constater qu'années après années les salariés de Pôle Emploi subissent de plein fouet les politiques d'austérité gouvernementales qui consistent à suivre les injonctions libérales des conseillers du ministère de Bercy : vider les poches des agents de la fonction publique en refusant toute revendication d'augmentation des salaires et traitements.

Même leitmotiv pour La DG qui cautionne et relaie ces choix idéologiques en expliquant qu'augmenter la valeur du point et de la partie fixe de nos salaires est une mesure pérenne et cela coûte!

Pourtant ce n'est pas aux salariés de payer toutes les crises depuis 2010, qu'elles soient économiques ou sanitaire!

Trouver 500 milliards d'euros d'un seul coup pour relancer le système économique ne pose aucun problème mais pour sauver notre pouvoir d'achat, il faudra réclamer l'aumône à notre ministère de tutelle !

En effet, pour amoindrir le mécontentement des personnels, **la DG souhaite négocier des primes, aumône en « one shot » ne solutionnant en rien les pertes de pouvoir d'achat des agents sur la durée.** La DG allant jusqu'à se féliciter que certaines soient désocialisées et défiscalisées. Un comble puisque nos cotisations sociales financent nos organismes de protection sociale, notre sécurité sociale, notre assurance chômage et au trois quart Pôle Emploi.

Assécher sans cesse les sources de financement de nos services publics baissent la qualité du service rendu et permettent aux assurances et opérateurs privés de s'engouffrer dans la brèche avec les résultats qu'on connaît - Scier la branche sur laquelle nous sommes assis en refusant de verser le salaire socialisé qui nous finance directement - Nous expliquer qu'il faut constamment réduire nos droits à notre sécurité sociale, à notre assurance chômage et notre pouvoir d'achat, c'est le jour d'après vu par la DG !

Pour la CGT Pôle emploi, il est urgent :

- ⇒ **D'augmenter les salaires en revalorisant la valeur du point et la partie fixe pour toutes et tous,**
- ⇒ **De mettre en œuvre l'avancement automatique permettant un réel déroulement de carrière comme c'est le cas pour les agents publics**
- ⇒ **De garantir une réelle égalité femmes hommes tant en terme de rémunération que d'accès à l'ensemble des postes et métiers de Pôle emploi**
- ⇒ **De retrouver une classification reposant sur des critères objectifs tels que la qualification, l'ancienneté, la technicité**